École normale supérieure – concours B/L

Épreuve orale commune de sociologie

Session 2024

Jury : Laure Flandrin et Arnaud Pierrel

Le mal-logement en France

Le dossier comporte 8 pages numérotées de 1 à 8

Document 1 : Recensement des personnes mal-logées en France	2
Document 2 : Qui vit dans un logement surpeuplé ?	3
Document 3 : Les ménages en situation de précarité énergétique	4
Document 4 : Qui vit dans des habitations de fortune (% de colonne) ?	5
Document 5 : Évolution des contentieux liés à l'expulsion locative	6
Document 6 : Pathologies et précarité énergétique (en %)	7
Document 7 : Deux portraits de personnes mal-logées	8

Document 1 : Recensement des personnes mal-logées en France

		Ménages	Personnes	
	Dont personnes sans domicile		330 000	
Personnes privées de logement	Dont résidences principales en	21 000	25 000	
personnel	chambres d'hôtel	21 000	25 000	
	Dont habitation de fortune		100 000	
	Dont personnes en hébergement		643 000	
	« contraint » chez des tiers		043 000	
Total			1 098 000	
Personnes vivant dans des	onnes vivant dans des Dont privation de confort		1 874 000	
conditions de logement très difficiles	Dont surpeuplement accentué	253 000	1 128 000	
Total sans double compte			2 885 000	
Autura catágonica	« Gens du voyage » subissant de mauvaises conditions d'habitat		208 000	
Autres catégories	Résidents de foyers de travailleurs migrants non traités		23 000	
Total des personnes mal-logées sans double-compte			4 156 000	

Note: Les chambres d'hôtel sont celles trouvées et payées par les personnes elles-mêmes, hors hébergement institutionnel. Les habitations de fortune correspondent aux cabanes, baraques de chantier, bungalows, logements détruits par les catastrophes, bidonville, squats dans un logement en ruine, mobiles-homes, caravanes immobilisées (sans roue), yourtes, wagons désaffectés, locaux agricoles reconvertis en habitation. L'hébergement contraint correspond aux personnes adultes hébergées par des personnes sans lien de parenté direct et qui n'ont pas les moyens de décohabiter, ainsi que les personnes contraintes de revenir habiter chez leurs parents ou grands-parents après une période de logement autonome. La privation de confort comprend les logements remplissant au moins l'un des critères suivants: pas d'eau courante, de douche, de WC intérieurs, de coin cuisine, de moyen de chauffage ou façade très dégradée. Le surpeuplement accentué comprend les ménages auxquels ils manquent deux pièces ou plus par rapport à la norme de peuplement (voir note document suivant).

Source: Fondation Abbé Pierre, rapport annuel 2024.

Document 2 : Qui vit dans un logement surpeuplé?

Agriculteurs Artisans, commerçants et chefs d'entreprise Cadres et professions intellectuelles supérieures Professions intermédiaires Employés Ouvriers Sans activité professionnelle Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété Locataire dans le secteur social Locataire dans le secteur privé Selon le type de logement Individuel Collectif Selon l'origine Ménage non immigré Ménage mixte Ménage immigré Ménage immigré		Part des ménages
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise Cadres et professions intellectuelles supérieures Professions intermédiaires Employés Ouvriers Sans activité professionnelle Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété Locataire dans le secteur social Locataire dans le secteur privé Selon le type de logement Individuel Collectif Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte Ménage immigré 26,1	Selon la catégorie socioprofessionnelle	
Cadres et professions intellectuelles supérieures 7,4 Professions intermédiaires 8,8 Employés 14,8 Ouvriers 16,5 Sans activité professionnelle 30,3 Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété 5,0 Locataire dans le secteur social 16,8 Locataire dans le secteur privé 16,4 Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Agriculteurs	1,4
Professions intermédiaires 8,8 Employés 14,8 Ouvriers 16,5 Sans activité professionnelle 30,3 Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété 5,0 Locataire dans le secteur social 16,8 Locataire dans le secteur privé 16,4 Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,1
Employés 14,8 Ouvriers 16,5 Sans activité professionnelle 30,3 Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété 5,0 Locataire dans le secteur social 16,8 Locataire dans le secteur privé 16,4 Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,4
Ouvriers 16,5 Sans activité professionnelle 30,3 Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété 5,0 Locataire dans le secteur social 16,8 Locataire dans le secteur privé 16,4 Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Professions intermédiaires	8,8
Sans activité professionnelle Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété Locataire dans le secteur social Locataire dans le secteur privé Selon le type de logement Individuel Collectif Selon l'origine Ménage non immigré Ménage mixte Ménage immigré 30,3 30,0 16,8 16,4 16,4 Selon le type de logement 13,0 18,0 18,0 18,0 18,0 18,0 18,0 18,0 18,0 18,0	Employés	14,8
Selon le statut d'occupation du logement Propriétaire, accédant à la propriété 5,0 Locataire dans le secteur social 16,8 Locataire dans le secteur privé 16,4 Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Ouvriers	16,5
Propriétaire, accédant à la propriété 5,0 Locataire dans le secteur social 16,8 Locataire dans le secteur privé 16,4 Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Sans activité professionnelle	30,3
Locataire dans le secteur social Locataire dans le secteur privé Selon le type de logement Individuel Collectif Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte Ménage immigré 26,1	Selon le statut d'occupation du logement	
Locataire dans le secteur privé Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Propriétaire, accédant à la propriété	5,0
Selon le type de logement Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Locataire dans le secteur social	16,8
Individuel 3,0 Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Locataire dans le secteur privé	16,4
Collectif 18,0 Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Selon le type de logement	
Selon l'origine Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Individuel	3,0
Ménage non immigré 7,0 Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Collectif	18,0
Ménage mixte 13,3 Ménage immigré 26,1	Selon l'origine	
Ménage immigré 26,1	Ménage non immigré	7,0
	Ménage mixte	13,3
Ensemble des ménages 9,5	Ménage immigré	26,1
	Ensemble des ménages	9,5

Note: Un logement est dit surpeuplé quand il ne comprend pas au moins: une pièce de séjour pour le ménage, une chambre pour les personnes qui vivent en couple, une pour les célibataires de 19 ans ou plus, une pour deux enfants (s'ils sont du même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans), sinon une chambre par enfant. Les logements d'une pièce et d'une surface supérieure à 25 m² pour une personne seule ne sont pas considérés comme surpeuplés.

Source : Observatoire des inégalités, enquête Logement Insee 2013.

Document 3 : Les ménages en situation de précarité énergétique

	Nombre de ménages concernés	Nombre de personnes concernées	Part des ménages concernés
Ménages consacrant plus de 10 % de leurs revenus aux dépenses énergétiques	3 631 000	6 610 000	14 %
Ménages pauvres et modestes consacrant plus de 10 % de leurs revenus aux dépenses énergétiques	2 835 000	5 500 000	34,7%
Ménages ayant eu froid dans leur logement au cours de l'année	4767000	11 026 000	18,8%
Ménages pauvres et modestes ayant eu froid dans leur logement au cours de l'année	1920 000	4792000	27,3 %
Ménages pauvres et modestes ayant eu froid dans leur logement au cours de l'année pour des raisons liées à la précarité	1443 000	3 558 000	20,5 %

Note : Les ménages pauvres sont ceux ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté à 60% du niveau de vie médian. Les ménages modestes ont un niveau de vie inférieur au quatrième décile de la distribution du niveau de vie des personnes.

Source: Fondation Abbé Pierre, rapport annuel 2024, enquête Logement Insee 2013.

Document 4 : Qui vit dans des habitations de fortune (% de colonne) ?

		Personnes logées dans des habitations de fortune	Population générale
Statut d'emploi	Actifs occupés	45,8 %	54,0 %
	Chômeurs	14,3 %	6,6 %
	Retraités	24,5 %	32,9 %
	Élèves, étudiants	0,7 %	2,0 %
	Personne au foyer	2,5 %	1,2 %
	Autres situations	12,2 %	3,3 %
	Temps complet	37,7 %	48,7 %
Tomas do travall	Temps partiel	8,1 %	5,3 %
Temps de travail	Non concerné, sans emploi	54,2 %	46,0 %
	Moins d'un an	6,3 %	3,6 %
	Plus d'un an	8,2 %	3,1 %
Ancienneté de la recherche d'emploi	Ne recherche pas d'emploi	31,0 %	32,7 %
•	Inactif	8,8 %	6,6 %
	Déjà en emploi	45,8 %	54,0 %
	Pas de scolarité	5,1 %	1,6 %
	Aucun diplôme, mais scolarité jusqu'au primaire ou collège	25,8 %	11,5 %
	Certificat d'études primaires 8,9 %		10,0 %
Niveau de dinlâme	Brevet des collèges	4,9 %	5,4 %
Niveau de diplôme	CAP	18,6 %	16,1 %
	BEP	8,3 %	8,6 %
	Bac général	5,1 %	8,6 %
	Bac techno, pro, brevet professionnel	6,5 %	8,0 %
	Diplôme de l'enseignement sup.	10,7 %	26,2 %
	Célibataires	50,3 %	32,5 %
Situation matrimoniale	Mariés	26,5 %	44,3 %
	Veufs, veuves	6,1 %	11,7 %
	Divorcés	17,1 %	11,5 %
	Une personne	48,3 %	34,3 %
	Deux personnes	23,9 %	32,9 %
Composition du	Trois personnes	10,6 %	14,4 %
ménage	Quatre personnes	8,2 %	12,1 %
	Cinq personnes ou plus	9,0 %	6,3 %

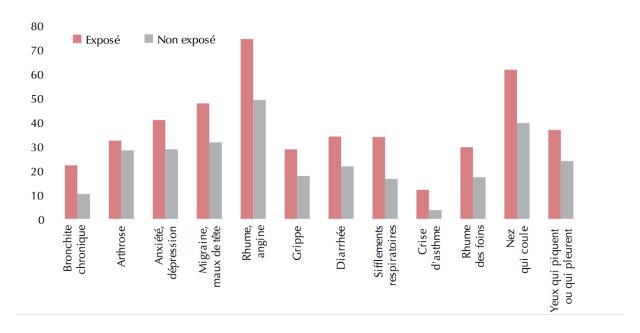
Source : Gaspard Lion, *Habiter en camping. Trajectoires de membres des classes populaires dans le logement non ordinaire*, thèse de sociologie, 2018, données recensement 2012.

Document 5 : Évolution des contentieux liés à l'expulsion locative

	2001	2005	2010	2015	2016	2017	2018
Contentieux locatifs	125 709	140 587	155 874	167 213	160 847	158 743	154 583
Dont procédures pour impayés de loyers	107 639	128 782	145 384	159 812	152 037	151 289	146 870
Décisions de justice prononçant l'expulsion	NR	NR	115 205	132 196	127 412	124 550	119 554
Dont procédures pour impayés de loyers	81 080	99 768	109 160	126 946	122 673	120 202	115 316
Commandements à quitter les lieux	47 473	53 976	58 739	67 905	63 081	65 828	68 241
Demande de concours de la force publique	36 400	40 476	42 917	51 959	49 688	50 596	49 216
Décisions accordant le concours de la force publique	16 844	23 054	26 502	35 339	33 495	33 837	33 542
Interventions effectives de la force publique	6 337	10 182	11 670	15 151	15 222	15 547	15 993

Source: Fondation Abbé Pierre, rapport annuel 2024.

Document 6 : Pathologies et précarité énergétique (en %)



Note: Le groupe « exposé » à la précarité énergétique (197 logements, 286 adultes, 146 enfants de moins de 16 ans) est composé de ménages qui ont recours aux services sociaux pour des problèmes de précarité énergétique. Le groupe « non exposé » (165 logements, 230 adultes, 88 enfants de moins de 16 ans) est composé de ménages ayant recours aux services sociaux pour d'autres motifs que la précarité énergétique.

Source : Bernard Ledésert, « Quand le logement rend malade. L'impact de la précarité énergétique sur la santé », 2014.

Document 7 : Deux portraits de personnes mal-logées

Mme Viride, 55 ans, vit avec son fils dans une petite maison de village qu'elle loue à un propriétaire privé depuis 6 ans. Elle est agent d'entretien et son fils est au chômage. La maison, en pierre, est ancienne, mais « le toit est isolé, la porte a été changée quand je suis rentrée ici. Après, le problème, c'est les fenêtres [...]. Mais ça n'est pas la maison le problème ». Depuis qu'elle a emménagé, Mme Viride a d'importantes factures d'électricité, « c'est depuis que je suis ici que je paye d'aussi grosses factures. Ça a toujours été des sommes exorbitantes. Donc forcément, j'ai subi des coupures de courant. Ben oui, quand vous ne pouvez pas payer ». Elle ne comprend pas, de tempérament très économe, [elle précise d'ailleurs :] « je n'ai rien changé à mes habitudes ». Les factures bimensuelles, « 240€, 220€, jusqu'à 600€, tout les deux mois, été comme hiver, ce qui est surprenant, quand on baisse l'été, ça serait normal, mais si on reste presque au même niveau, c'est qu'il y a un souci ». [...] Lors de l'entretien, en analysant avec Mme Viride ses factures d'électricité, on s'aperçoit qu'en fait, les consommations sont cohérentes, avec moins de 5000kWh par an et un abonnement à une dizaine d'euros par mois. Par contre, on constate un reliquat à payer, qui s'ajoute à la consommation et à l'abonnement et que Mme Viride « traîne » depuis son emménagement. En fait, il a fallu revenir aux factures d'électricité de l'ancien logement qu'elle a occupé un peu moins d'un an. Dans ce précédent logement, elle avait un contrat Tempo [i.e. contrat proposant des tarifs différents selon les jours, avec des jours bleus, peu chers et des jours rouges, lors des périodes de pics de consommation avec un tarif élevé] dont elle ignorait le fonctionnement, « je me souviens d'avoir eu un petit boitier. Est-ce que je savais bien le gérer, [...]. Ce n'est pas moi qui avait fait la demande, quand j'ai emménagé, c'était déjà là ». On constate ainsi des sommes de 338€ et de 643€ pour quelques jours Rouge, dans son ancien logement. En déménageant, sa dette l'a suivie, sans qu'elle ne s'en aperçoive [...].

M. Moutarde, 60 ans, vit seul dans l'appartement qu'il occupe depuis 14 ans, dans le parc social. Cuisinier de métier, il est handicapé depuis une agression et touche le RSA (480€), « je me suis retrouvé dans une situation grave. [...] l'ai perdu ma situation... J'ai eu des décès, pas mal de décès. Et puis un divorce... Après, c'est parti en vrille, j'ai perdu mon boulot [...]. Il y a eu le feu dans cet immeuble, il y a un an à peu près. Les pompiers sont arrivés, ils ont pété les volets à beaucoup de locataires. Moi ils m'ont pété le volet et ils ont aussi pété un carreau (seule fenêtre du salon). Il est cassé depuis un an [...]. Je suis resté en plein hiver comme ça. Du coup, c'est presque comme si je dormais dehors. La seule chose qui isolait c'était le store et puis mes cartons que je mettais comme ça, entre le store et la fenêtre. Du coup, j'ai passé l'hiver comme ça avec les stores baissés et les cartons. Donc voilà, j'ai passé l'hiver dans le noir. En plus ici je ne peux rien laisser ouvert parce que je me suis déjà fait cambrioler deux fois. Donc ce n'est pas possible de laisser le store ouvert. Je ne peux même pas ouvrir chez moi donc je reste dans le noir... Enfin je deviens fou quoi. [...] En plus, j'ai des moisissures partout maintenant. [...] Là, vous voyez c'est les évacuations d'air, [...] elles ne marchent plus. C'est pour ça qu'il y a de la moisissure ». Pour M. Moutarde, l'inconfort s'avère coûteux, « […] l'électricité, je payais 85€ par mois, je suis passé à 125€ maintenant […]. Après, il y a eu les charges qui ont augmenté aussi, on payait 80€ par an de nettoyage, maintenant, on est à 245€ pour l'année ». Il a accumulé les impayés de loyer (1 900€) et d'électricité (800€). Au moment de l'enquête, il était en phase d'apurement de ses dettes, « ça y'est. Ca, c'est fait. Je suis passé au tribunal. Je leur donne les 140€ de loyer normal, plus 80€ par mois pour régler ma dette. Donc ça me fait 221€ par mois. Après j'ai 125€ d'électricité par mois, on a décidé avec mon assistante sociale que j'essayerai de leur donner 50€ par mois en plus de la facture pour éponger ma dette [...]. Avec mon petit RSA, il ne me reste plus rien. Je n'ai plus rien, il me reste 30€ de mon RSA, c'est tout ce qui me reste chaque mois ».

Source : Observatoire national de la précarité énergétique, 2018.